

Les pilotes accusent l'UE de condamner TNT à Liège

À la veille d'une importante réunion Europe/États-Unis sur les «Open Skies», les pilotes belges dénoncent «l'ultralibéralisme» du Berlaymont qui menace l'ensemble du cargo européen.

PATRICK ANSPACH

Alors que la Commission européenne analyse toujours l'impact concurrentiel du rachat du groupe TNT Express par UPS, la Belgian Cockpit Association (BeCA), l'union professionnelle des pilotes belges, accuse la Commission européenne de condamner à terme les activités de TNT Airways, basée à Liège. La BeCA estime en effet qu'avec un nouveau statut indépendant, TNT Airways, qui serait rachetée par ASL Aviation Group (détenue à 51% par la CMB) en cas de finalisation du rachat de TNT par UPS, n'aura aucune chance de survivre face aux géants UPS/TNT et Federal Express.

En cause, des accords de «Ciel ouvert» signés entre l'Union européenne et les États-Unis, lesquels sont non seulement défavorables aux compagnies de l'UE, mais sont en outre biaisés par les pratiques des courriers aériens US. En effet, expliquent les pilotes, les compagnies américaines n'ont pas le droit d'acheminer du cargo ou du courrier entre les États européens, à l'exception de huit pays d'origine ou de destination qui sont l'Allemagne, la France, la République tchèque, le Luxembourg, Malte, la Pologne, le Portugal et la Slovaquie.

Cette exception résulte d'accords (liés surtout à des considérations militaires) antérieurs à la signature de l'«Open Sky» et que la Commission a évité de renégocier. Du coup, explique la BeCA, les UPS ou autres Fedex utilisent cette disposition pour contourner les accords. En effet, après tests de traçage de colis envoyés d'un point à l'autre de l'Europe, on s'est aperçu que les courriers prenaient prétexte d'une escale dans un des huit pays concernés pour acheminer les colis, par exemple entre Madrid et Stockholm ou entre Budapest et Malmö, alors que

«L'ultralibéralisme de la Commission européenne devrait faire tomber les parlementaires européens de leur chaise.»

Alain Vanalderweireldt
PRÉSIDENT, BECA



TNT Airways ne survivra pas à Liège Airport sous un nouveau statut indépendant, selon les pilotes. © BLOOMBERG

de tels convois devraient être du ressort de compagnies européennes.

Ultralibéralisme

Après avoir questionné des responsables de la Commission, la BeCA s'est vu opposer une fin de non-recevoir assez catégorique. D'où son inquiétude, à la veille d'une importante réunion du comité de monitoring UE/US sur l'Open Sky qui doit se tenir le 15 janvier à Washington. Comme l'explique Alain Vanalderweireldt, président de la BeCA, «l'ultralibéralisme de la Commission euro-

péenne dans ce dossier devrait faire tomber de leur chaise les parlementaires européens car la menace est grande non seulement pour TNT-Liège, mais aussi pour toutes les compagnies cargo européennes».

Et celui-ci d'ajouter : «Dans ces conditions, il est impératif que l'Administration aéronautique belge (DGTA) soit présente à Washington avec un message fort sur la concurrence déloyale entre compagnies européennes et américaines. Mais, malheureusement, nous n'obtenons pas de réponse du cabinet du Secrétariat d'État à la Mobilité.»

Appel aux politiques

S'il paraît logique que TNT Airways (ou ASL) continue à opérer comme «stand alone operator» pour le réseau logistique d'UPS, le risque est grand que les avions belges soient remplacés sur le marché européen par une expansion de la flotte d'UPS, avec des avions immatriculés aux États-Unis et avec du personnel américain stationné en Europe, mais sans retour fiscal ou social.

Rappelons qu'actuellement, TNT Airways dessert, avec 500 employés (dont 300 pilotes), quelque 68 aéroports européens et dispose d'une

flotte de 29 appareils, dont 7 gros-porteurs.

Face aux rouleaux compresseurs américains du courrier express sur le continent européen (phénomène qui pourrait se poursuivre au niveau du transport de passagers), la Commission semble ne pas mesurer le danger pour l'emploi en Europe, estime en définitive la BeCA qui demande au politique belge, voire européen, de réagir tant qu'il en est encore temps. A moins qu'il ne soit déjà trop tard, à la fois pour TNT Airways à Liège et pour d'autres transporteurs indépendants européens...

ÉPINGLE
FRÉDÉRIC
THERIN



Aldi s'intéresserait de trop près à ses salariés

Le client n'en était pas un... Le discounter allemand Aldi aurait utilisé les services d'un détective privé pour espionner ses salariés en République fédérale et en Suisse.

Interrogé par l'hebdomadaire «Der Spiegel», le limier trop bavard avait «pour mission de signaler toute particularité» dans les 300 magasins où il a mené l'enquête. Il devait ainsi notamment prévenir la direction «quand un collaborateur travaillait trop lentement, que j'apprenais qu'il existait une relation entre deux collaborateurs ou tout autre chose relative à la vie privée, comme par exemple la situation financière des collaborateurs». Le détective a également avoué qu'il avait installé des caméras afin de contrôler les locaux et surveiller les moindres faits et gestes des employés.

Questionnés par l'hebdomadaire, les dirigeants d'Aldi Süd ont nié ces accusations tout en avouant avoir fait appel aux services de cet enquêteur indépendant afin de lutter contre le vol dans leurs points de vente. La rengaine est connue... Sous prétexte de lutter contre le chapardage, les distributeurs installent de plus en plus de systèmes de

surveillance sophistiqués dans leurs points de vente et dans leurs entrepôts. Très précises, ces caméras servent, certes, à prendre les voleurs la main dans la poche ou plutôt dans les rayons, mais elles peuvent aussi être utilisées à des fins moins honorables.

En mai dernier, «Der Spiegel» (déjà lui) avait ainsi accusé... Aldi (certains noms se répètent) d'avoir filmé ses clients alors qu'ils composaient leur code secret aux caisses. La directrice de la communication, Kirsten Windhorn, avait alors nié les faits, expliquant que «des règles de vidéosurveillance excluent de filmer la zone de paiement». Pas un mot par contre sur les «révélations» selon lesquelles des femmes au

Sous prétexte d'éviter le chapardage, la distribution recourt souvent à des systèmes de surveillance.

décolleté auraient été filmées en gros plan lors de leurs emplettes. Des DVD des «meilleurs moments» de ce voyeurisme auraient même circulé entre certains responsables du groupe. Charmant...

Dans la distribution, Lidl, Schleckler, Netto, Rewe et Edeka ont déjà été accusés d'espionner leur personnel. Les géants Deutsche Telekom et Deutsche Bahn ont, eux aussi, eu tendance à surveiller d'un peu trop près leurs salariés. Cette vigilance controversée serait-elle une spécificité rhénane?

Free teste un dispositif antipub pour contrer le géant Google

Free, l'opérateur souvent qualifié de trublion des télécoms français, était convoqué lundi par la ministre de l'Économie numérique. En cause: son blocage de publicités sur Internet, qui vise Google.

ISABELLE REPITON
À PARIS

Xavier Niel, patron de Free, n'est plus à un «coup» près. En mettant en test un dispositif antipub sur ses «box», le trublion des télécoms français a marqué les esprits à un moment où le secteur cherche la méthode pour un partage plus juste des revenus des annonceurs.

Depuis quelques jours, la dernière mise à jour du logiciel de la Freebox Révolution, le boîtier d'ac-

cess à internet par ADSL de l'opérateur triple play parisien, empêchait, sans avertissement à l'abonné, l'affichage des liens commerciaux sur certains sites.

Plusieurs sites vivant de la publicité et leurs régies publicitaires ont dénoncé la menace qu'une telle décision faisait peser sur leur modèle économique. Au point d'obliger la ministre de l'Économie numérique, Fleur Pellerin, à devoir intervenir.

Lundi, Free a promis de rentrer dans le rang. Son PDG Maxime Lomabardini, a assuré qu'il cesserait de filtrer les contenus publicitaires, après sa rencontre avec la représentante de l'État qui avait qualifié la «brutalité» de l'opérateur d'inacceptable, «allant à l'encontre d'un Internet libre et ouvert».

Fleur Pellerin a toutefois admis

«Les opérateurs ne peuvent se voir imposer l'explosion du trafic sur leurs réseaux.»

FLEUR PELLERIN
MINISTRE FRANÇAISE
DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

que l'incident posait le problème du partage de la valeur entre les opérateurs de réseaux et les géants du net comme Google. En bloquant des publicités, dont Google est le premier vendeur sur Internet, Free l'attaque au portefeuille. Il est déjà soupçonné d'avoir bridé le débit de YouTube, le site vidéo de Google le plus gourmand en capacité sur les réseaux.

«Les opérateurs ne peuvent se voir imposer la modification de leurs infrastructures et l'explosion du trafic sur leurs réseaux par des acteurs qui échappent au financement des réseaux», a concédé la ministre française de l'Économie numérique, rappelant que cette préoccupation «monte en Europe». Le coup de force de Free a rappelé à Google que les clés de l'accès à Internet étaient toujours aux mains des opérateurs locaux.

Les actionnaires d'Inbev rachètent les Harry's Bar

Verlinvest, le holding des actionnaires majoritaires d'Inbev, les familles de Spoelberch et de Mevius, a repris avec son partenaire indien Everstone Capital la société singapourienne Harry's Holding, détentrice de la chaîne Harry's Bar.

Verlinvest et Everstone Capital Partners collaborent depuis 2011. Un accord entre les deux parties prévoit qu'elles investissent ensemble dans certaines sociétés.

Début 2012, cette collaboration a débouché sur la reprise de Cuisine Asia, le holding faïtier de Blue Foods, le plus grand opérateur indien de



Frédéric de Mévius,
PDG de Verlinvest.

chaînes de restaurant. Verlinvest est également actionnaire à 15% de la société indienne Vigneron Nashik, le numéro deux local du vin.

Des cafés sportifs

Everstone et Verlinvest ont désormais une première participation à Singapour. La chaîne Harry's compte 26 bars et restaurants dans la métropole. Ces établissements mettent l'accent sur la diffusion d'événements sportifs.

Les deux partenaires ont lancé une OPA sur Harry's Holding, via leur véhicule F&A Asia Ventures

pour environ 14 millions d'euros. Ils possèdent 98% des actions et proposent d'acquiescer le reste. «Nous souhaitons, avec notre partenaire Everstone, exporter le concept des Harry's Bar en Inde», a indiqué Frédéric de Mévius, le PDG de Verlinvest.

Le holding des familles Inbev gère 600 millions d'euros d'actifs. Son patrimoine s'organise autour de trois piliers: la nourriture et les boissons (Bevyz, Leblon, Sambazon, Vita Coco, Marqt, Nashik) les soins de santé (Legsa, Dovespa & Pond, Armonia) et la technologie (Toluna, Mimesis Republic, Feu Tone).